Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
12 SEP 1956
coördination (1)

ML. L. 5311/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Finances, le 2 juillet 1956, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant, en ce qui concerne les services extérieurs de l'Administration des contributions directes, diverses règles de mutations d'emplois et de promotions de grade", a donné le 31 juillet 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 2e juli 1956 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling, wat de buitendiensten van de Administratie der directe belastingen betreft, van verschillende regelen in zake mutaties van betrekkingen en bevorderingen tot een hogere graad", heeft de 31e juli 1956 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Comme l'observation en sera faite ci-après, plusieurs dispositions du projet dérogent à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat. Dès lors, conformément à l'article 116 de cet arrêté, le projet devrait être motivé.

\+

\+ +

Il serait préférable de supprimer la mention de l'accord du Premier Ministre qui n'est prescrite par aucune disposition légale, ni réglementaire.

OBSERVATIONS CONCERNANT LE CHAPITRE Ier RELATIF AUX MUTATIONS.

Article 1er.

§ 1er. L'article 1er, § 1er, indique ce qu'il faut entendre par "mutation" pour l'application de l'arrêté. Selon la définition donnée, ne sont pas considérés comme des mutations ni le changement d'affectation au sein d'un même "service", ni le passage à un autre ministère ou même à une autre "administration" du Ministère des Finances.

Par conséquent, il n'est pas possible de déterminer avec précision le contenu de la notion de mutation sans savoir ce qu'il faut entendre par "service". L'article 1er, § 1er, devrait être complété sur ce point; il y aurait lieu soit de donner une définition du "service", soit d'énumérer les services pris en considération pour l'application de l'article 1er, § 1er.

.../...

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Dans le présent arrêté, on entend par mutation le passage d'un agent d'un service à un autre au sein des services extérieurs de l'Administration des contributions directes soit que l'agent conserve son grade et change simplement d'affectation, soit que l'agent change d'affectation et se voie, en outre, conférer un grade équivalent à celui dont il était titulaire ...".

§ 2. La rédaction suivante serait plus exacte :

"Les dispositions du présent chapitre restent applicables au cas où une permutation est sollicitée par des agents titulaires d'un même grade ou de grades équivalents".

§ 3. Il serait préférable d'employer l'expression suivante : "Sont considérés comme équivalents pour l'application des §§ 1er et 2 ..." .

Article 2.

Alinéa 1er. En faisant mention des"candidats à la mutation", l'article 2 impose de manière implicite aux agents qui désirent obtenir une mutation, de présenter leur candidature. Eu égard à son importance, cette obligation devrait faire l'objet d'une disposition expresse.

Le Conseil d'Etat propose ci-dessous un texte nouveau dans ce but. Comme le Conseil d'Etat l'expliquera dans son observation relative à l'article 6, en matière de mutations, on peut admettre dans les limites qu'il précisera, une délégation directe de pouvoir réglementaire au directeur général de l'Administration des contributions

Alinéa 2. L'article 2, alinéa 2, dispose que parmi les candidats à la mutation ayant le signalement "bon", la priorité est déterminée par l'ancienneté dans le grade et subsidiairement en cas d'ancienneté égale dans le grade "par le rang de classement dans ce grade".

A l'Administration des contributions directes comme dans d'autres administrations, depuis longtemps s'est établi l'usage d'attribuer aux agents lors de leur nomination, un rang de classement qui est d'ailleurs établi selon des critères fixes. Cet usage n'a pas été consacré par des textes statutaires. La matière du classement des agents n'a pas été réglée par des dispositions de caractère général. Le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 7 juin 1952 fait allusion à cette lacune de la réglementation qu'il se recommande de combler : "... D'après une tradition qui ne se retrouve qu'implicitement dans le statut, le classement respectif intervient comme troisième critère pour départager les candidats qui ont la même ancienneté. Le projet ne fait qu'indiquer comment ce classement doit être établi" (Pasinomie 1952, page 331). En matière de classement des agents, il n'y a pas d'autre réglementation que celle qui est établie par l'arrêté précité du 7 juin 1952 et celui-ci a un caractère dérogatoire.

Pour les agents visés par l'arrêté du 7 juin 1952, l'intention de l'Administration est de suivre pour le calcul de l'ancienneté et le classement des agents, les règles particulières instituées par ledit arrêté. On peut soutenir qu'il s'agit là d'une extension du champ d'application de ces règles. En effet, l'arrêté royal du 7 juin 1952 pourvoit à l'exécution de l'article 10 de l'arrêté royal du 23 juin 1951 qui ne vise pas la matière des mutations. Il faudrait donc renvoyer dans le projet aux règles énoncées dans l'arrêté du 7 juin 1952.

.../...

En conséquence, le Conseil d'Etat propose, pour l'article 2, le texte suivant :

"§ 1er. Les agents qui désirent obtenir un emploi à titre de mutation doivent présenter leur candidature dans les formes déterminées par le directeur général de l'Administration des contributions directes.

§ 2. Les emplois vacants sont attribués par priorité aux agents qui les sollicitent à titre de mutation à la condition qu'ils soient signalés au moins par la mention "bon".

Parmi ces candidats, l'ordre de priorité est déterminé par l'ancienneté dans le grade et, pour ceux qui ont été nommés avec effet à la même date, par le classement établi lors de la nomination. Pour les agents visés à l'arrêté royal du 7 juin 1952, le calcul de l'ancienneté et le classement se font conformément aux dispositions de cet arrêté".

Article 3.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :
"Article 3.-

Dans le chef des agents de la première catégorie ainsi que des receveurs de première, deuxième et troisième classes, la première mutation n'est soumise à aucune condition en dehors de celle qui est prévue à l'article 2. Tant qu'ils conservent le même grade, ces agents ne peuvent obtenir une nouvelle mutation à leur demande qu'après un délai d'au moins cinq ans à partir de la mutation précédente".

.../...

Article 4.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 4.-

Aucune mutation n'est accordée aux titulaires des grades de directeur spécial, de directeur régional ou d'inspecteur provincial s'ils ont moins de deux ans d'ancienneté dans leur grade.

Aucune mutation n'est accordée aux titulaires des grades de directeur spécial ou de directeur régional ayant atteint l'âge de 62 ans accomplis".

OBSERVATION PREALABLE A L'ARTICLE 5.

Il y aurait lieu d'ajouter au projet un article désignant l'autorité compétente pour faire les mutations. En effet, le projet tend à instituer pour cette matière des mutations, une réglementation complète; en outre, il y a un manque de concordance entre les dispositions du projet et l'article 5 de l'arrêté royal du 4 mai 1920 qui fixe l'organisation de l'Administration des contributions directes dans les provinces, modifié par les articles 2, § 2, et 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1935.

Sous réserve d'une modification de la numérotatio des articles, le Conseil d'Etat propose d'insérer dans le projet, à la suite de l'article 4, un article rédigé comme suit :

.../...

"Article 5.-

Le directeur général de l'Administration des contributions directes peut faire les mutations et, le cas échéant, conférer le grade équivalent que la mutation implique".

Article 5.

L'article 5 devrait être rédigé de manière à indiquer avec plus d'exactitude et de précision l'objet de la notification et la procédure à suivre.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article ...

Dans des cas exceptionnels, lorsque l'intérêt du service le justifie, il peut être dérogé aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Lorsque le directeur général de l'Administration des contributions directes estime devoir déroger à ces articles, il le notifie à l'agent qui a la priorité pour obtenir la mutation.

Si cet agent s'estime lésé, il peut, dans les dix jours de la notification, introduire une réclamation devant le collège des chefs de service avant toute décision".

Article 6.

Tandis que le projet fixe, en ses articles 3 à 5, les règles applicables aux mutations propres aux grades de première catégorie et aux grades de receveurs de première,

.../...

deuxième et troisième classes, il laisse au directeur général de l'Administration des contributions directes le soin de fixer les règles à suivre pour tous les autres grades. L'article 6 a pour objet d'attribuer au directeur général compétence à cet effet.

Il s'agit ici d'une délégation au directeur général de l'Administration des contributions directes, d'un pouvoir de nature réglementaire. Cette délégation peut être admise. La matière des mutations ressortit à l'organisation des services. En outre, le pouvoir de fixer la procédure à suivre pour les mutations a été reconnu au directeur général sur base des dispositions actuellement en vigueur. Alors que le moyen tiré de l'incompétence a un caractère d'ordre public, le Conseil d'Etat n'a pas écarté, pour cause d'incompétence de son auteur, la circulaire n° 479 du 23 mars 1951 du directeur général de l'Administration des contributions directes prescrivant la publication des emplois vacants dans l'ordre de service du mois. Le Conseil d'Etat a relevé qu'en vertu d'une délégation reçue du Ministre des Finances sur base de l'article 5 de l'arrêté royal du 20 décembre 1935, le directeur général "a le pouvoir de changer les inspecteurs de résidence". Le Conseil d'Etat a donc admis cette délégation et, l'interprétant dans un sens large, il en a déduit "que ce haut fonctionnaire avait compétence pour déterminer les règles suivant lesquelles il exercerait ce pouvoir" (C.E. 8 février 1954, MAERTENS, n° 3136, IVe, Rec.D.B. p. 165).

Article 7.

Alinéa 1er. Ce sont surtout des dispositions réglementaires qui ont accordé des droits de préférence à l'occupation d'un emploi.

.../...

Au surplus, dans certains des cas énumérés, l'agent n'a pas perdu son emploi mais a simplement cessé de manière toute provisoire de l'occuper; il le retrouve sans avoir besoin d'invoquer un droit de priorité. Des hypothèses différentes ont donc été confondues.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait préférable de recourir à une formule plus simple et plus générale. Il propose le texte suivant :

"La priorité établie par l'article 2 du présent arrêté ne l'emporte pas sur celles qui sont accordées à des agents à raison de leur position administrative ou à un autre titre par des dispositions légales ou réglementaires".

Alinéa 2. La rédaction suivante serait plus exacte :

"L'article 2 n'est pas applicable lorsqu'il y a lieu d'attribuer un emploi à un agent faisant l'objet d'une rétrogradation ou d'une mutation d'office".

OBSERVATIONS CONCERNANT LE CHAPITRE II RELATIF A CERTAINES PROMOTIONS.

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Il serait plus rationnel de fondre en un seul les chapitres II et III qui traitent l'un et l'autre des promotions.

II. Bien qu'il ne se réfère qu'aux mutations et se trouve placé dans le chapitre Ier y relatif, l'article 2 implique dans l'intention du Gouvernement que les agents désirant obtenir un emploi à titre de promotion présentent, eux aussi, leur candidature. Il est donc nécessaire de compléter le chapitre II par un article prescrivant la présentation de candidatures pour les promotions.

Les promotions faisant l'objet du chapitre II se font tantôt au sein de la même catégorie (c'est l'avancement de grade au sens strict), tantôt avec accession à la catégorie supérieure. Dans le premier cas, il y a lieu de suivre la procédure définie à l'article 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Selon les intentions du Gouvernement, seuls les agents qui auront présenté leur candidature seront considérés comme des agents intéressés pour l'application de la disposition précitée. Il s'agit en réalité d'une dérogation de caractère restrictif à cette dernière disposition, dérogation qu'il est nécessaire d'énoncer de manière expresse.

Le Conseil d'Etat propose d'ajouter au chapitre II un article rédigé comme suit :

"Les agents doivent présenter, dans les formes déterminées par le directeur général de l'Administration des contributions directes, leur candidature aux emplois dont l'attribution est liée pour eux à un avancement de grade ou à une accession à la catégorie supérieure.

En cas d'avancement de grade, les propositions prévues par l'article 23 de l'arrêté royal du 7 août 1939 ne sont notifiées qu'aux agents qui ont présenté leur candidature conformément à l'alinéa 1er".

III. Les promotions visées au chapitre II sont des promotions à des grades des deuxième et troisième catégories.

Pour l'attribution de ces grades par voie d'avancement, en cas d'égalité de signalement, il y a en vertu de l'article 22, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939, modifié par l'arrêté royal du 24 septembre 1953,"un classement déterminé par l'ancienneté".

.../...

Dans un avis donné le 18 novembre 1955 à la suite d'une demande introduite le 20 octobre 1955 par le Premier Ministre en vertu de l'article 6 de la loi du 23 décembre 1946 (avis article 6/219), le Conseil d'Etat a estimé que si, par application des articles 71 du statut, 20 et 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939, le conseil de direction ou le collège des chefs de service doit classer les agents par ordre d'ancienneté, ce classement ne lie pas l'autorité investie du pouvoir de nommer. Dans le présent projet, le Gouvernement entend, au contraire, donner un caractère impératif aux classements prévus aux articles 9 (renvoi implicite au classement par ordre d'ancienneté prévu par le statut), 11, 12, § 3 et § 4, 13 (renvoi implicite au classement par ordre d'ancienneté prévu par le statut), 14, 15 (renvoi implicite au classement par ordre d'ancienneté prévu par le statut), 16, 17, § 6.

Il serait dès lors nécessaire d'ajouter une disposition portant que les classements prévus aux articles 9 à 17 entraînent un ordre de priorité pour les nominations. Les articles 9, 13 et 15 du projet devraient être complétés par une disposition expresse prévoyant un classement par ordre d'ancienneté.

Semblables dispositions sont indispensables pour traduire les intentions du Gouvernement. Elles constitueront une dérogation à l'article 22, alinéa 3, de l'arrêté royal du 7 août 1939 tel qu'il a été interprété par le Conseil d'Etat dans son avis du 18 novembre 1955.

.../...

IV. Selon l'interprétation que le Conseil d'Etat a donnée à l'article 72 du statut des agents de l'Etat, la condition des deux ans de fonctions dans le grade immédiatement inférieur est requise pour une promotion faisant passer un agent d'un grade général à un autre grade général, mais non pour une promotion faisant passer l'agent à un grade spécial rattaché au même grade général que le grade spécial dont l'agent était titulaire (C.E. 18 février 1954, CREVECOEUR, n° 3158, VIe; C.E. 3 juin 1955, ROBBERECHTS, n° 4325, IIIe).

L'intention du Gouvernement est, au contraire, de subordonner à la condition des deux ans d'ancienneté, toute promotion de grade, même celle qui se borne à faire passer un agent d'un grade spécial à un autre grade spécial rattaché au même grade général que le premier. Pour traduire cette intention, une disposition expresse est également nécessaire; elle constituera une dérogation à l'article 72 du statut tel qu'il a été interprété par le Conseil d'Etat dans ses arrêts (voir ci-dessous l'observation relative à l'article 19).

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 8.

L'article 8 ne contient aucune règle juridique; il a pour seul objet d'introduire les articles suivants sans que ceci paraisse nécessaire. L'article pourrait être supprimé sans inconvénient.

Article 9.

Pour les promotions aux trois grades qui y sont indiqués, l'article 9 impose en exécution de l'article 74 du statut, des épreuves supplémentaires; celles-ci ont,

.../...

selon le terme employé, le caractère d'examens. Par conséquent, si la réussite de l'épreuve est une condition absolue de la nomination, l'article 9 renvoie implicitement pour le surplus aux règles générales instituées en matière d'avancement pour les agents des deuxième et troisième catégories par l'article 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939. Il y a priorité absolue en faveur de l'agent ayant le meilleur signalement; à égalité de signalement, les agents sont classés selon l'ancienneté par le collège des chefs de service.

Comme l'observation en a été faite ci-dessus, selon l'avis donné par le Conseil d'Etat le 18 novembre 1955, le classement à l'ancienneté ne lie pas l'autorité qui nomme. Il entre au contraire dans l'intention du Gouvernement de donner un caractère impératif à ce classement à l'ancienneté. Pour que cette intention soit respectée, il est nécessaire qu'au lieu de renvoyer implicitement à l'article 22 de l'arrêté royal du 7 août 1939, l'article 9 contienne une disposition expresse. Celle-ci devra prescrire, en cas d'égalité de signalement, le classement des agents selon l'ancienneté. Elle devra aussi attribuer explicitement à ce classement le caractère impératif qu'entend lui reconnaître le Gouvernement; elle pourra le faire soit directement, soit indirectement si le Gouvernement ajoute au projet un article attribuant un caractère impératif à tous les classements à l'ancienneté visés par le projet.

Article 10.

Le seul objet de l'article est de préciser que c'est à la date fixée par l'avis annonçant l'organisation de l'examen que doivent être remplies les conditions imposées. La portée de l'article serait indiquée plus clairement si les mots "à la date fixée par l'avis annonçant l'organisation de l'examen" étaient reportés en fin de l'article.

.../...

Article 12.

§ 1er. Dans l'intention du Gouvernement, il y a priorité du groupe d'agents indiqué au 1° sur les groupes d'agents indiqués aux 2° et 3°, et du groupe d'agents indiqué au 2° sur le groupe d'agents indiqué au 3°. Cette intention devrait être formulée de manière plus explicite.

§ 2. Au § 2, la seule condition visée est la condition d'ancienneté. Il serait préférable de l'énoncer de manière plus directe comme suit :

" ... auraient compté, à défaut de nomination au grade de commis technique, quatre ans d'ancienneté en qualité d'agent stagiaire ou définitif dans un grade de troisième catégorie".

§ 3. Selon l'arrêté royal du 4 juillet 1954, tous les grades spéciaux de la deuxième catégorie sont rattachés au même grade général de rédacteur. Les promotions visées à l'article 12, § 3, se font donc au sein du même grade général; dès lors, elles ne sont pas subordonnées à la condition des deux ans d'ancienneté, selon l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat à l'article 72 du statut.

Il faudrait donc remplacer la référence à l'article 72 du statut des agents de l'Etat par la référence à l'article du projet qui établira la condition des deux ans d'ancienneté pour les promotions se faisant au sein du même grade général.

.../...

Article 13.

L'article 13 a été rédigé de telle sorte qu'il ne pût pas être invoqué par un agent qui, après avoir été nommé commis technique, aurait été rétrogradé à un grade de troisième catégorie. Il va de soi qu'une rétrogradation a pour effet d'enlever à l'agent les avantages statutaires qu'il avait acquis par la nomination; cette conséquence découle de la nature même de la peine disciplinaire visée. Dès lors, l'article 13, alinéa 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"Article 13.-

Peuvent être promus au grade de vérificateur concurremment les commis techniques et les receveurs de troisième classe, anciens commis techniques, à la condition qu'ils aient, les uns et les autres, satisfait à l'examen d'avancement au grade de vérificateur et qu'ils comptent au moins quatre années de service en qualité d'agent stagiaire ou définitif, à partir de leur nomination au grade de commis technique".

L'article 13 complète l'article 9 en ce qui concerne la promotion au grade de vérificateur. Pour ce qui est du caractère impératif que le Gouvernement entend donner au classement à l'ancienneté, le Conseil d'Etat renvoie aux observations générales et à l'observation particulière relative à l'article 9.

Article 14.

§§ 2 et 3. Il serait plus clair d'intervertir l'ordre entre les §§ 2 et 3 de l'article.

.../...

§ 3. Il serait préférable d'indiquer de manière plus explicite que les agents visés au 1° ont priorité sur les agents indiqués au 2°.

Article 15.

L'article 15 complète l'article 9 en ce qui concerne la promotion au grade de vérificateur-expert comptable.

Pour ce qui est du caractère impératif que le Gouvernement entend donner au classement à l'ancienneté, le Conseil d'Etat renvoie aux observations générales et à l'observation particulière relative à l'article 9.

Au surplus, il y aurait lieu de remplacer la référence à l'article 72 du statut par une référence à l'article du projet qui établira la condition de deux ans d'ancienneté dans le grade pour les promotions au sein d'un même grade général (voir ci-dessus les observations générales et l'observation particulière à l'article 12, § 3).

Article 17.

Il serait plus clair d'intervertir l'ordre des §§ 5 et 6.

Article 18.

Il serait préférable d'intervertir l'ordre des dispositions faisant respectivement l'objet du § 1er et du § 2, et de supprimer la division en paragraphes.

.../...

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

"Article 18.-

Lorsque des agents titulaires d'un des grades énumérés à l'alinéa 2 du présent article sont en compétition avec des agents titulaires d'un autre grade, les premiers peuvent, s'ils ont la mention "bon" dans leur grade et y comptent moins de deux ans d'ancienneté, invoquer le signalement plus favorable qu'ils avaient dans leur grade antérieur. Toutefois, le signalement dans le grade antérieur ne peut pas être invoqué par un agent qui, dans le grade dont il est titulaire, a la mention "bon" après y avoir obtenu auparavant la mention "très bon".

La présente disposition est applicable :

... (comme à l'article 18, § 1er, du projet)".

OBSERVATION CONCERNANT LE CHAPITRE III.

Comme on l'a indiqué déjà ci-dessus, il serait préférable de fondre en un seul les chapitres II et III. La disposition énoncée à l'article 19 devrait faire l'objet d'un des premiers articles d'un chapitre traitant des promotions.

Puisque, selon l'interprétation donnée par le Conseil d'Etat à l'article 72 du statut, la condition des deux ans d'ancienneté n'est pas requise par cet article pour une promotion au sein d'un même grade général, la disposition devrait d'abord établir la condition des deux ans d'ancienneté avant de prévoir des dérogations.

.../...

Le Conseil d'Etat propose :

"Nul ne peut être promu à un grade supérieur s'il n'a deux années de fonctions dans son grade même si la promotion a lieu au sein d'un même grade général.

Toutefois, à défaut de candidats ayant deux années de fonctions dans leur grade, il peut être fait appel, lorsque l'intérêt du service l'exige, à des agents d'une ancienneté moindre".

OBSERVATION CONCERNANT LE CHAPITRE IV.

Les règles énoncées à l'article 20 et à l'article 21, § 1er, alinéa 2, étant identiques, il serait préférable, pour la compréhension de l'arrêté, de fondre les deux dispositions en une seule.

A l'article 22, le renvoi à l'article 18, § 2, n'est pas suffisant. Comme il n'y a pas application pure et simple de la règle énoncée à cet article 18, § 2, mais qu'il est nécessaire de procéder à une adaptation mutatis mutandis, il serait plus clair de compléter l'article 22 en vue d'y décrire le système adopté en matière de signalement.

OBSERVATION CONCERNANT LE CHAPITRE VII.

Article 27.

Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire désigné, il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement de donner un effet rétroactif à l'arrêté.

AANHEF.

Zoals verder wordt aangegeven, wijken een aantal bepalingen van het ontwerp af van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel. Daarom dient het ontwerp, overeenkomstig artikel 116 van dit besluit, te worden gemotiveerd.

\+

\+ \+

De vermelding van het akkoord van de Eerste-Minister, die door geen wets- of reglementsbepaling voorgeschreven wordt, zou beter achterwege blijven.

OPMERKINGEN BIJ HOOFDSTUK I AANGAANDE DE MUTATIES.

Artikel 1.

§ 1. Artikel 1, § 1, bepaalt wat voor de toepassing van het besluit onder "mutatie" moet worden verstaan. Volgens de gegeven definitie worden noch de verandering van werkkring binnen dezelfde "dienst", noch de overgang naar een ander ministerie of zelfs naar een andere "administratie" van het Ministerie van Financiën, als mutaties aangemerkt.

Dientengevolge blijft men in het onzekere aangaande de inhoud van het begrip "mutatie", zolang men niet weet wat onder "dienst" moet worden verstaan. Artikel 1, § 1, ware zo aan te vullen, dat of wel het begrip "dienst" wordt omschreven, of wel de voor de toepassing van artikel 1, § 1, in aanmerking komende diensten worden opgesomd.

De Raad van State stelt volgende tekst voor :

"Dit besluit verstaat onder mutatie de overgang van een personeelslid van de ene dienst naar de andere binnen de buitendiensten van de administratie der directe belastingen, hetzij het personeelslid zijn graad behoudt en gewoon van werkkring verandert, hetzij hij van werkkring verandert en bovendien een graad van gelijke waarde als die waarvan hij titularis was, toegekend krijgt . . . ".

§ 2.Een betere lezing zou zijn :

"De bepalingen van dit hoofdstuk blijven van toepassing wanneer permutatie aangevraagd wordt door personeelsleden, die titularis zijn van dezelfde graad of van gelijkwaardige graden".

§ 3. Aanbevolen wordt hier te lezen : "Volgende graden worden, voor de toepassing van de §§ 1 en 2 ...".

Artikel 2.

Eerste lid. Door het gebruik van de uitdrukking "kandidaten voor mutatie" legt artikel 2 aan de personeelsleden die een mutatie verlangen, impliciet de verplichting op hun kandidatuur te stellen. Wegens het belang van zodanige verplichting, zou er een uitdrukkelijke bepaling voor nodig zijn.

.../...

Met dat doel stelt de Raad van State verder een nieuwe tekst voor. Zoals hij in zijn opmerking bij artikel 6 uiteenzet, is inzake mutaties rechtstreekse opdracht van verordenende bevoegdheid aan de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen aanvaardbaar binnen de aldaar aangegeven grenzen.

Tweede lid. Artikel 2, tweede lid, stelt dat onder de kandidaten voor mutatie met het signalement "goed" de voorrang bepaald wordt door de anciënniteit in de graad, en subsidiair, bij gelijke anciënniteit in de graad, "door de rangschikking in die graad".

Zowel in de administratie der directe belastingen als in andere administraties is het sedert lang de gewoonte, aan de personeelsleden bij hun benoeming een rangorde te geven, die overigens volgens vaste maatstaven wordt opgemaakt. Geen statutaire teksten echter hebben deze gewoonte bekrachtigd. De rangorde der personeelsleden is niet door bepalingen van algemene aard geregeld. Op deze leemte in de reglementering, waarin best zou worden voorzien, is in het verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 7 juni 1952 als volgt gewezen : "... Volgens een traditie, die slechts impliciet in het statuut te vinden is, komt de onderscheiden rangorde tussen beide als derde criterium om een onderscheid te maken tussen de kandidaten met dezelfde anciënniteit. Het ontwerp duidt aan hoe de rangorde dient vastgesteld" (Verzam. der wetten en besluiten 1952, blz. 1571). Terzake van de rangorde der personeelsleden bestaat geen andere dan de in voornoemd besluit van 7 juni 1952 vastgestelde regeling en dit besluit heeft een afwijkend karakter.

.../...

Voor de in het besluit van 7 juni 1952 bedoelde personeelsleden is de administratie voornemens, anciënniteit en rangorde vast te stellen volgens de bijzondere regelen welke dat besluit heeft ingevoerd. Men mag zeggen dat daardoor de werkingssfeer van die regelen wordt verruimd ; het koninklijk besluit van 7 juni 1952 voorziet immers in de uitvoering van artikel 10 van het koninklijk besluit van 23 juni 1951, dat geen betrekking heeft op de mutaties. Het ontwerp zou bijgevolg naar de in het besluit van 7 juni 1952 opgegeven regelen moeten verwijzen.

De Raad van State stelt daarom voor, artikel 2 als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

§ 1. Personeelsleden die in een betrekking wensen benoemd te worden bij wege van mutatie, moeten hun kandidatuur stellen in de door de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen te bepalen vormen.

§ 2. In vacante betrekkingen worden bij voorrang personeelsleden benoemd die ze bij wege van mutatie aanvragen, mits zij ten minste met de vermelding "goed" zijn gesignaleerd.

Onder deze kandidaten wordt de orde van voorrang bepaald door de anciënniteit in de graad en, voor hen die met ingang van dezelfde datum zijn benoemd, door de bij de benoeming vastgestelde rangorde. Voor de in het koninklijk besluit van 7 juni 1952 bedoelde personeelsleden worden anciënniteit en rangorde vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van dat besluit".

.../...

Artikel 3.

De Raad van State beveelt volgende lezing aan:

"Artikel 3.-

Voor personeelsleden eerste categorie en voor ontvangers eerste, tweede en derde klasse is aan de eerste mutatie geen andere voorwaarde verbonden dan die gesteld in artikel 2. Zolang zij dezelfde graad behouden, kunnen zij geen nieuwe mutatie op hun verzoek verkrijgen alvorens sedert de vorige mutatie ten minste vijf jaren zijn verlopen".

Artikel 4.

De Raad van State stelt volgende tekst voor :

"Artikel 4.-

Mutatie wordt niet toegestaan aan titularissen van de graden van speciaal directeur, van gewestelijk directeur of van provinciaal inspecteur, die minder dan twee jaar anciënniteit in hun graad hebben.

Mutatie wordt niet toegestaan aan titularissen van de graden van speciaal directeur of van gewestelijk directeur die volle 62 jaar oud zijn".

.../...

OPMERKING VOOR ARTIKEL 5.

Aan het ontwerp zou een artikel moeten worden toegevoegd, dat zegt welke overheid bevoegd is om mutaties te doen. Het ontwerp strekt er immers toe alles betreffende de mutaties te regelen ; bovendien is er gemis van overeenstemming tussen de bepalingen van het ontwerp en artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 mei 1920 "houdende inrichting van het beheer der rechtstreekse belastingen in de provinciën", gewijzigd bij de artikelen 2, § 2, en 5 van het koninklijk besluit van 20 december 1935.

Onder voorbehoud van de vernummering der artikelen stelt de Raad van State voor, in het ontwerp na artikel 4 een als volgt luidend artikel in te voegen :

"Artikel 5.-

De directeur-generaal van de administratie der directe belastingen kan mutaties verrichten en bij voorkomend geval de gelijkwaardige graad, welke de mutatie medebrengt, toekennen".

Artikel 5.

De tekst van artikel 5 zou het voorwerp van de kennisgeving en de te volgen procedure nauwkeuriger en duidelijker moeten omschrijven.

.../...

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"Artikel

Van de artikelen 2 tot 4 van dit besluit kan in uitzonderingsgevallen, wanneer zulks in het belang van de dienst verantwoord is, afgeweken worden.

Wanneer de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen oordeelt van die artikelen te moeten afwijken, geeft hij daarvan kennis aan het personeelslid dat voorrang heeft voor het verkrijgen van de mutatie.

Acht dit personeelslid zich benadeeld, dan kan het binnen tien dagen na de kennisgeving, vóór enige beslissing, bij het college der diensthoofden bezwaar indienen".

Artikel 6.

Terwijl het ontwerp in de artikelen 3 tot 5 bepaalt welke regelen van toepassing zijn op de mutaties die speciaal de graden van de eerste categorie en de graden van ontvanger eerste, tweede en derde klasse betreffen, laat het aan de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen de zorg om de regelen voor alle overige graden vast te stellen. Artikel 6 heeft tot doel, de directeur-generaal daartoe bevoegdheid te verlenen.

.../...

Aan de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen wordt hier een bevoegdheid van verordenende aard opgedragen. Een zodanige opdracht is aanvaardbaar. Mutaties vallen onder de inrichting van de diensten. Aan de directeur-generaal is bovendien, op grond van de geldende bepalingen, bevoegdheid tot het vaststellen van de inzake mutaties te volgen procedure toegekend. Terwijl toch het middel van de onbevoegdheid van openbare orde is, heeft de Raad van State de omzendbrief nr 479 van 23 maart 1951, waarin de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen voorschrijft dat vacante betrekkingen in de dienstorder der maand worden bekendgemaakt, niet wegens onbevoegdheid van deze ambtenaar ongeldig verklaard. Hij heeft overwogen dat de directeur-generaal krachtens opdracht vanwege de Minister van Financiën op grond van artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 december 1935 "de inspecteurs van standplaats mag veranderen". De Raad van State heeft die opdracht dus aanvaard en uit een ruime interpretatie ervan afgeleid "dat deze hoge ambtenaar de bevoegdheid had om de regelen vast te stellen welke hij bij de uitoefening van die bevoegdheid in aanmerking dient te nemen" (R.S. 8 februari 1954, MAERTENS, nr 3136, IV, Verz. B.D. blz. 182).

Artikel 7.

Eerste lid. Voorkeurrechten voor het bekleden van een betrekking zijn vooral bij reglementsbepalingen verleend.

.../...

In sommige van de aangehaalde gevallen daarenboven is het personeelslid zijn betrekking niet kwijt maar heeft hij helemaal voorlopig opgehouden ze te bekleden ; hij kan terugkeren zonder zich op een prioriteitsrecht te moeten beroepen. Verschillende hypothesen werden bijgevolg verward.

De Raad van State acht een eenvoudiger en algemener bepaling verkieslijk en bevoelt derhalve volgende tekst aan :

"De in artikel 2 van dit besluit bepaalde voorrang gaat niet voor die welke door wets- of reglementsbepalingen aan personeelsleden is toegekend uit hoofde van dezer administratieve toestand of uit anderen hoofde".

Tweede lid. Een juistere lezing voor dit lid zou zijn :

"Artikel 2 is niet van toepassing wanneer een betrekking moet worden toegekend aan een personeelslid aan wie terugzetting in rang of mutatie van ambtswege is opgelegd".

OPMERKINGEN BIJ HOOFDSTUK II AANGAANDE SOMMIGE BEVORDERINGEN.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het zou rationeler zijn de hoofdstukken II en III, die beide over de bevorderingen handelen, onder één hoofdstuk samen te brengen.

.../...

II. Artikel 2, ofschoon alleen over mutaties handelend en voorkomend in het desbetreffende hoofdstuk I, impliceert in de opvatting van de Regering dat ook personeelsleden die in een betrekking wensen benoemd te worden bij wege van bevordering, hun kandidatuur moeten stellen. Hoofdstuk II dient derhalve te worden aangevuld met een artikel dat het indienen van de kandidatuur voor bevordering voorschrijft.

De bevorderingen waarvan in hoofdstuk II sprake is, geschieden of wel binnen dezelfde categorie (graadbevordering in strikte zin), of wel met overgang naar de hogere categorie. In het eerste geval moet de in artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 vastgelegde procedure worden gevolgd. Volgens de bedoeling van de Regering zullen alleen personeelsleden die hun kandidatuur hebben ingediend, als "belanghebbend personeel" worden beschouwd voor de toepassing van voornoemde bepaling. Eigenlijk is dit een afwijking, in restrictieve zin, van die bepaling, en deze afwijking moet uitdrukkelijk worden geformuleerd.

De Raad van State stelt voor, aan hoofdstuk II een als volgt luidend artikel toe te voegen :

"De personeelsleden moeten, in de door de directeur-generaal van de administratie der directe belastingen te bepalen vormen, hun kandidatuur stellen voor betrekkingen aan welker toekenning voor hen bevordering tot een hogere graad dan wel overgang naar de hogere categorie samengaat.

.../.

In geval van bevordering tot een hogere graad wordt van de in artikel 23 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 bedoelde voorstellen alleen kennis gegeven aan personeelsleden die overeenkomstig het eerste lid hun kandidatuur hebben gesteld".

III. De bevorderingen waarvan sprake is in hoofdstuk II, zijn bevorderingen tot graden van de tweede en van de derde categorie.

Voor de bevordering tot die graden bij gelijk signalement wordt krachtens artikel 22, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 september 1953,"een rangschikking volgens anciënniteit" opgemaakt.

In een advies van 18 november 1955, gegeven ingevolge een aanvraag welke de Eerste-Minister 20 oktober 1955 op grond van artikel 6 van de wet van 23 december 1946 ingediend had (advies 6/219), heeft de Raad van State geoordeeld dat de directieraad of het college der diensthoofden, bij toepassing van de artikelen 71 van het statuut, 20 en 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, de personeelsleden weliswaar volgens orde van anciënniteit dient te rangschikken, doch dat deze rangorde niet bindend is voor de tot benoemen bevoegde overheid. In het onderhavige ontwerp wil de Regering daarentegen een imperatief karakter verbinden aan de rangorde waarvan sprake is in de artikelen 9 (impliciete verwijzing naar de bij het statuut voorgeschreven rangorde volgens anciënniteit),11, 12, §§ 3 en 4,

.../...

13 (impliciete verwijzing naar de bij het statuut voorgeschreven rangorde volgens anciënniteit), 14, 15 (impliciete verwijzing naar de bij het statuut voorgeschreven rangorde volgens anciënniteit), 16 en 17, § 6.

Toevoeging van een bepaling die stelt dat de in de artikelen 9 tot 17 bedoelde rangorde een orde van voorrang voor benoeming met zich brengt, is derhalve noodzakelijk, terwijl de artikelen 9, 13 en 15 moeten worden aangevuld met een uitdrukkelijke bepaling waarbij rangorde volgens anciënniteit voorgeschreven wordt.

Zodanige bepalingen zijn onmisbaar om de bedoelingen van de Regering tot uitdrukking te brengen. Zij zullen afwijken van artikel 22, derde lid, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, zoals de Raad van State dit in zijn advies van 18 november 1955 heeft geïnterpreteerd.

IV. Volgens de interpretatie welke de Raad van State aan artikel 72 van het statuut van het Rijkspersoneel heeft gegeven, geldt de voorwaarde van twee jaar dienst in de onmiddellijk lagere graad voor een bevordering waardoor een personeelslid van de ene algemene graad naar de andere opklimt, maar niet voor een benoeming waardoor het personeelslid overgaat naar een speciale graad die aansluit bij dezelfde algemene graad als de speciale graad waarvan de betrokkene titularis was (R.S. 18 februari 1954, CREVECOEUR, nr 3158, VIde; R.S. 3 juni 1955, ROBBERECHTS, nr 4325, IIIde).

.../...

De bedoeling van de Regering daarentegen is, de twee jaar anciënniteit als eis te stellen voor iedere graadbevordering, ook voor die waarbij een personeelslid van een speciale graad overgaat naar een andere speciale graad welke bij dezelfde algemene graad aansluit als de eerste. Om deze bedoeling tot uiting te doen komen, is eveneens een uitdrukkelijke bepaling nodig, welke zal afwijken van artikel 72 van het statuut, zoals de Raad van State dit in zijn arresten heeft geïnterpreteerd (zie verder opmerking bij artikel 19).

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 8.

Dit artikel bevat geen rechtsregel; het dient alleen, zonder dat zulks nodig lijkt, ter inleiding van de volgende artikelen. Het kan zonder bezwaar achterwege blijven.

Artikel 9.

Voor bevordering tot de drie aldaar vermelde graden legt artikel 9, ter uitvoering van artikel 74 van het statuut, bijkomende "examens" op. Is slagen voor het examen bijgevolg een absolute voorwaarde voor benoeming, dan verwijst artikel 9 voor het overige stilzwijgend naar de algemene regelen welke artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 inzake bevordering voor personeelsleden tweede en derde categorie heeft vastgelegd. Het best gesignaleerde

.../...

personeelslid geniet volstrekte voorrang; bij gelijk signalement rangschikt het college der diensthoofden de personeelsleden naar anciënniteit.

Zoals reeds is opgemerkt, is de rangorde naar anciënniteit, volgens 's Raads advies van 18 november 1955, niet bindend voor de overheid die benoemt. De Regering is daarentegen voornemens aan deze rangorde volgens anciënniteit een imperatief karakter te verbinden. Om die bedoeling tot uiting te brengen, zou artikel 9, veeleer dan impliciet naar artikel 22 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 te verwijzen, een uitdrukkelijke bepaling moeten bevatten. Hierin zou worden voorgeschreven dat de personeelsleden, bij gelijk signalement, naar orde van anciënniteit worden gerangschikt. Deze bepaling zou eveneens expliciet aan die rangorde het imperatief karakter toekennen dat de Regering er wenst aan te hechten; dit kan of wel rechtstreeks, of wel onrechtstreeks door toevoeging van een artikel dat aan elke in het ontwerp bedoelde rangorde een imperatief karakter verbindt.

Artikel 10.

Dit artikel heeft alleen tot doel nader te bepalen, dat aan de gestelde vereisten moet worden voldaan "op de datum vastgesteld in het bericht waarbij de inrichting van het examen wordt aangekondigd". De strekking van het artikel zou duidelijker worden indien deze woorden naar het einde van het artikel werden verplaatst.

.../...

Artikel 12.

§ 1. In de opvatting van de Regering hebben de onder 1° genoemde personeelsleden voorrang op die genoemd onder 2° en 3°, en die onder 2° voorrang op die onder 3°. Deze bedoeling zou uitdrukkelijker moeten worden geformuleerd.

§ 2. In § 2 wordt alleen de anciënniteitsvereiste bedoeld. Het ware verkieslijk deze vereiste rechtstreekser te stellen als volgt :

"... waarop zij, bij ontstentenis van benoeming tot de graad van technisch klerk, vier jaar anciënniteit als stagedoend of als vastaangesteld personeelslid in een graad van de derde categorie zouden hebben gehad".

§ 3. Volgens het koninklijk besluit van 4 juli 1954 behoren alle speciale graden van de tweede categorie tot dezelfde algemene graad van opsteller. De bevorderingen waarvan sprake in artikel 12, § 3, hebben dus alle plaats binnen dezelfde algemene graad; volgens de interpretatie welke de Raad van State aan artikel 72 van het statuut geeft, vindt de voorwaarde van twee jaar anciënniteit dan ook in dezen geen toepassing.

.../...

De verwijzing naar artikel 72 van het statuut van het Rijkspersoneel dient daarom te worden vervangen door een verwijzing naar het artikel van het ontwerp waarbij voor bevorderingen binnen dezelfde algemene graad twee jaar anciënniteit zal worden geëist.

Artikel 13.

Artikel 13 is zo gesteld dat het personeelslid dat, na tot technisch klerk te zijn benoemd, in een graad van de derde categorie zou zijn teruggezet, zich niet op dit artikel kan beroepen. Vanzelfsprekend verliest het personeelslid met de terugzetting alle statutaire voordelen welke het door de benoeming had verkregen ; dit volgt uit de aard zelf van deze tuchtstraf. Artikel 13, eerste lid, zou derhalve als volgt kunnen worden gelezen :

"Tot de graad van verificateur kunnen tegelijk worden bevorderd, de technische klerken en de ontvangers derde klasse die gewezen technische klerken zijn, mits de enen en de anderen voor het examen voor bevordering tot de graad van verificateur zijn geslaagd en mits zij, te rekenen van hun benoeming tot de graad van technisch klerk, ten minste vier jaar dienst hebben als stagedoend of als vastaangesteld personeelslid".

.../...

Artikel 13 vult artikel 9 aan voor wat bevordering tot de graad van verificateur betreft. In verband met het imperatief karakter dat de Regering aan de rangorde volgens anciënniteit wil verbinden, verwijst de Raad van State naar de algemene opmerkingen en naar de bijzondere opmerking bij artikel 9.

Artikel 14.

§ 2 en § 3. Duidelijkheidshalve verandere men de volgorde van de paragrafen 2 en 3 van dit artikel.

§ 3. Het verdient aanbeveling uitdrukkelijker te zeggen dat de onder 1° bedoelde personeelsleden voorrang hebben op die bedoeld onder 2°.

Artikel 15.

Artikel 15 vult artikel 9 aan voor wat bevordering tot de graad van verificateur-accountant betreft.

In verband met het imperatief karakter dat de Regering aan de rangorde volgens anciënniteit wil verbinden, verwijst de Raad van State naar de algemene opmerkingen en naar de bijzondere opmerking bij artikel 9.

.../...

Bovendien zou de verwijzing naar artikel 72 van het statuut moeten worden vervangen door een verwijzing naar het artikel van het ontwerp waarbij voor bevordering binnen dezelfde algemene graad twee jaar anciënniteit in de graad zal worden geëist (zie hiervoren de algemene opmerkingen en de bijzondere opmerking bij artikel 12, § 3).

Artikel 17.

Duidelijkheidshalve verandere men de volgorde van de paragrafen 5 en 6.

Artikel 18.

Het ware verkieslijk de volgorde van de bepalingen die respectievelijk onder § 1 en onder § 2 staan, om te keren en de indeling in paragrafen op te geven.

De Raad van State beveelt de volgende lezing aan :

"Artikel 18.-

Wanneer personeelsleden die titularis zijn van een van de in het tweede lid van dit artikel opgesomde graden, naast personeelsleden die titularis zijn van andere graden mededingen, kunnen de eerstbedoelden, zo zij in hun graad de vermelding "goed" en minder dan twee jaar anciënniteit hebben, zich beroepen op het gunstiger signalement in hun vorige graad. Op het signalement in de vorige graad kan echter geen beroep worden gedaan door het personeelslid dat in de graad waarvan hij titularis is,de vermelding "goed" heeft na te voren de vermelding "zeer goed" te hebben gehad.

.../...

Deze bepaling is van toepassing ten aanzien van :

... (zoals in artikel 18, § 1, van het ontwerp) ... ".

OPMERKING BIJ HOOFDSTUK III.

Zoals reeds is gezegd, verdient het de voorkeur de hoofdstukken II en III onder één enkel hoofdstuk samen te brengen. Het bepaalde in artikel 19 zou een van de eerste artikelen moeten vormen van een hoofdstuk waarin de bevorderingen worden behandeld.

Aangezien artikel 72 van het statuut volgens de interpretatie van de Raad van State geen twee jaar anciënniteit eist voor een bevordering binnen dezelfde algemene graad, zou de bepaling eerst de eis van twee jaar anciënniteit moeten stellen alvorens in afwijkingen ervan te voorzien.

Aanbevolen wordt :

"Niemand kan tot een hogere graad bevorderd worden, zo hij geen twee jaar dienst heeft in zijn graad, ook wanneer het gaat om bevordering binnen dezelfde algemene graad .

.../...

Bij ontstentenis nochtans van kandidaten met twee jaar dienst in hun graad kan, wanneer zulks in het belang van de dienst vereist is, een beroep worden gedaan op personeelsleden met minder anciënniteit".

OPMERKING BIJ HOOFDSTUK IV.

Artikel 20 en artikel 21, § 1, tweede lid, bevatten identieke regelen ; voor het begrip van het besluit ware het dan ook verkieslijk beide bepalingen ineen te werken.

In artikel 22 kan met de verwijzing naar artikel 18, § 2, niet worden volstaan. Aangezien de in dit artikel 18, § 2, gestelde regel niet zonder meer toepasselijk is maar mutatis mutandis behoort te worden aangepast, zou meer klaarheid worden bereikt indien in artikel 22 het inzake signalement gevolgde systeem werd uiteengezet.

OPMERKING BIJ HOOFDSTUK VII.

Artikel 27.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, ligt het niet in de bedoeling van de Regering het besluit te doen terugwerken.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
H. BUCH, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation,
F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
R. DECKMYN, greffier.

De kamer was samengesteld uit

De heren : F. LEPAGE, raadsheer van State, voorzitter
H. BUCH, raadsheren van State,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,
P. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving,
F. DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,
R. DECKMYN, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN. Le rapport a été présenté par M. HUBERLANT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN. Het verslag werd uitgebracht door de H. HUBERLANT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) R. DECKMYN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.